



STREET ONE

Un dialogue s'est instauré entre la Clean Clothes Campaign et Street One/CBR Holding dans le cadre du sondage 2010. En août 2010, Street One a fondé un département RSE, afin de travailler de façon continue à l'amélioration de l'application des normes internationales du travail. L'entreprise compte ajuster son code de conduite en conséquence.

Cette évaluation de la politique de l'entreprise en matière de transparence, de mise en œuvre et de contrôle des normes de travail se base sur les réponses fournies par l'entreprise au questionnaire de la Clean Clothes Campaign ainsi que sur des recherches complémentaires.

Nom de l'entreprise	Street One/CBR Holding
Siège	Hannover, Allemagne
Date de fondation	1983
Propriétaire	EQT
Cotée en bourse	Non
Chiffre d'affaires	390 Millions €
Bénéfice	Inconnu
Points de vente	4070 en Europe
Marques propres	Street One
Pays de production	Chine, Turquie, Bulgarie.

CODE DE CONDUITE

Street One a adopté un code de conduite. Il stipule que lorsque les normes locale et internationale qui fixent les conditions de travail varient, la plus élevée doit prévaloir. L'entreprise ne déclare pas qu'elle assume la responsabilité de la mise en œuvre de son code de conduite sur l'ensemble de la filière d'approvisionnement (sous-traitants inclus). Street One s'engage formellement à respecter les normes fondamentales du travail mais ne fait pas référence à toutes les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Street One ne s'engage à garantir que le salaire minimum légal ou le salaire habituellement versé dans le secteur, ce qui ne correspond pas à un salaire minimum vital. Le temps de travail n'est pas réglementé. Le code de conduite requiert des conditions d'hygiène et de sécurité satisfaisantes sur l'ensemble de la filière d'approvisionnement. L'entreprise n'exige pas explicitement de contrat de travail écrit pour tous les travailleurs.

MISE EN ŒUVRE DU CODE DE CONDUITE

Le code de conduite est traduit par les fournisseurs. Chaque contrat exige le respect du code de conduite par le fournisseur et ses sous-traitants. Rien n'indique que Street One organise ou encourage dans les usines de production, des formations sur le thème du droit du travail. Certains sites de production sont situés dans des pays ou des zones où la liberté d'association n'est pas garantie par la loi. Street One ne tient pas suffisamment compte des conséquences négatives de sa politique d'approvisionnement sur les conditions de travail. Il n'existe aucune directive visant à tenir compte de l'impact de sa politique d'approvisionnement sur les conditions de travail et à privilégier les fournisseurs garantissant de bonnes conditions de travail à leurs employés.

VÉRIFICATION

L'entreprise n'est pas membre d'une initia-

tive d'employeurs en matière de contrôle. La Clean Clothes Campaign ne dispose d'aucun document relatif aux activités de contrôle de l'entreprise. Street One n'a pas pu démontrer, par des exemples concrets, que des mesures correctives sont prises en cas de violation de son code de conduite. L'entreprise n'est pas membre d'une initiative multipartite de vérification.

TRANSPARENCE

Street One a répondu au questionnaire de la Clean Clothes Campaign et nous a fourni quelques informations supplémentaires. Le code de conduite de l'entreprise est disponible sur internet, dans les points de vente et par d'autres canaux. Street One fournit certaines informations relatives à la structure de sa filière d'approvisionnement, aux pays et aux sites de production. Il n'existe aucun rapport de politiques sociales. Street One ne fournit aucun résultat d'audit d'usine ni de rapport émanant d'une initiative multipartite.